



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement  
Section installations classées pour la protection de l'environnement

**DCPPAT – BICUPE – SIC – MB – 2026 – I – 77**

Installations classées pour la protection de l'environnement

\_\_\_\_\_  
Commune de Ruitz

\_\_\_\_\_  
Société PPG AC France  
\_\_\_\_\_

**Arrêté du 24 MARS 2026 portant mise en demeure**

Le préfet du Pas-de-Calais

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté d'autorisation du 17 avril 1980 modifié autorisant la société Ripolin-Goerget-Freitag, devenue PPG AC France, dont le siège social est situé 1-3, rue de l'Union à Rueil-Malmaison (92500), à exploiter une unité de production de peintures située dans la zone industrielle de Ruitz – 350, avenue Charles Pecqueur à Ruitz (62620) ;

Vu l'arrêté de prescriptions complémentaires du 23 novembre 2023 délivré à la société PPG AC France ;

Vu l'arrêté n°2025-10-232 du 22 décembre 2025 portant délégation de signature ;

Vu la visite, sur site, de l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France effectuée le 2 février 2026 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement de la DREAL Hauts-de-France du 13 février 2026 suite à la visite du 2 février 2026 ;

Vu la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure du 16 février 2026 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

- lors de la visite du 2 février 2026, l'inspecteur de l'environnement a constaté une non-conformité à l'article 5.1.3 de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 23 novembre 2023, non-conformité présentant un caractère sensible vis-à-vis de la sécurité publique et de la sécurité des personnes ;
- ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 5.1.3 de l'arrêté de prescriptions complémentaire susvisé qui impose :
  - « Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoritiques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoritiques souillées. »

- ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où le stockage en dehors d'aires étanches et aménagées peut occasionner, en cas d'épandage de produits polluants, une infiltration dans les sols, dans la nappe phréatique et occasionner une pollution ;
- face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société PPG AC France de respecter les dispositions de l'article 5.1.3 de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 23 novembre 2023 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

### **Arrête**

**Article 1er :** La société PPG AC France, dont le siège social est situé 1-3, rue de l'Union à Rueil-Malmaison (92500) et qui exploite une unité de production de peintures située dans la zone industrielle de Ruitz – 350, avenue Charles Pecqueur à Ruitz (62620), est mise en demeure en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de respecter les dispositions de l'article 5.1.3 de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 23 novembre 2023 susvisé, en évacuant les déchets stockés en dehors des aires prévues dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS62039 – 59014 Lille Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Article 4 : Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le sous-préfet de Béthune et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PPG AC France et dont une copie sera transmise en mairie de Ruitz.

À Arras

Pour le préfet,  
Le secrétaire général



Christophe MARX

Copie :

- à la société PPG AC France ;
- au sous-préfet de Béthune ;
- au maire de Ruitz ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France – UD de l'Artois.